

solidaires & ÉGALES

n° Spécial

Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org
bulletinsolidairesetegales@solidaires.org

solidaires.org
Facebook: @UnionSolidaires
Twitter: @Solidaires
Instagram: @union_solidaires



LES FEMMES, LES MINES ET LA TERRE

une série d'articles, depuis plus d'un an, vous a raconté l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le Sud du Pérou. Nous les avons regroupé dans ce numéro spécial. C'est le travail de notre camarade Caroline d'Asso Solidaires, qui est ici présenté.



ÉDITO

Voilà maintenant quinze ans que je vis, que je travaille et que je lutte entre la France et le Pérou. Ce qui n'est pas une mince affaire: la situation politique depuis quelques années de deux côté de l'Atlantique est plus qu'agitée. Collectif féministe autogéré à Cusco, ASSO Solidaires à Paris, une thèse en cours, beaucoup de manifs, et encore plus de longues conversations sur l'avenir de notre monde en commun... C'est de ce croisement entre le militantisme et la recherche, entre la France et le Pérou, mais toujours depuis la rage féministe, que naît le travail sur lequel s'appuie cette série d'articles, écrit pour la Commission Féministe de Solidaires.

Mon travail de thèse en Anthropologie sociale à l'EHESS porte sur les reconfigurations des rapports sociaux de sexe en contexte minier dans le sud des Andes péruviennes. La question minière est au cœur des débats politiques les plus intenses au Pérou – comme les questions migratoires le sont en France. Or, si les sciences sociales se sont attelées à étudier les impacts sociaux et environnementaux des grandes entreprises minières transnationales, bien peu de chercheur·ses s'intéressent à leur dimension genrée: de toute évidence, l'androcentrisme et le biais masculin ont la peau dure. Dans le cadre de ma thèse, j'ai donc passé neuf mois à silloner les communautés andines de la province de Chumbivilcas à discuter avec les femmes, de la quantité de travail qu'elles ont à abattre chaque jour, des violences masculines, des jeunes filles qui "se perdent" avec les mineurs... Si je suis encore en pleine phase de rédaction de thèse et qu'un certain nombre de mes analyses sont encore en cours de formulaiton, une chose est sûre: les activités minières ultramasculinisées, qu'elles soient transnationales ou aux mains des communautés elles-mêmes, ne sont pas favorables aux femmes des communautés andines.

C'est en ce sens qu'il me semble intéressant et important pour nous, syndicalistes et féministes, de mettre en lumière cet aspect de l'extractivisme minier.

Tout le système de production mondiale, depuis les premières industries jusqu'à l'actuelle transition énergétique par le haut, repose sur une extraction toujours plus vorace des ressources naturelles comme le cuivre et l'or, qu'on exploite à Chumbivilcas et ailleurs dans les pays du Sud. Or, ce sont les classes capitalistes des pays du Nord qui ont besoin de l'extractivisme minier pour soutenir l'accumulation; et c'est contre elles que l'on se bat, syndicalistes du Nord et communautés andines du Sud. Or, nous n'avons pas les mêmes armes, ni la même capacité à agir, et nous ne faisons pas face aux mêmes violences répressives. Être solidaire avec les femmes dont je raconte ici les expériences passe donc par l'intégration à nos revendications et nos horizons de luttes d'une nécessaire bifurcation aux modes de production, en se réappropriant la capacité à prendre des décisions sur notre travail et à quoi celui-ci sert. S'il nous faut repenser le système de production mondial (parce que le capitalisme implique une croissance infinie dans un monde fini), mettre des visages et des histoires de vie sur cette urgence aide sans aucun doute à entreprendre cette tâche titanique.

"La solidarité, c'est la tendresse des peuples", disait la poétesse nicaraguayenne Gioconda Belli. Pour être efficace, la solidarité ne peut pas être abstraite et théorique: elle doit être incarnée par une cohabitation intime dans ce monde en commun, par un engagement affectif pour les autres qui luttent, par la conscience qu'au final on a bien plus en commun qu'on pourrait y croire. "On ne peut aimer ce qu'on ne connaît pas, ni défendre ce qu'on en chérit pas": avec cette série d'articles, et plus largement avec mon travail de recherche militante, tendre des ponts et tisser des liens entre ces différentes parties de ma vie – parce qu'au final, leurs luttes sont nos luttes, et que ce ne sera pas fini tant qu'on aura pas gagné.

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

une série qui vous raconte l'impact
de l'extractivisme minier sur les femmes
des communautés andines dans le Sud du Pérou



Le 24 mars 2024, la Commission féministe de Solidaires Paris organisait au Lieu-dit, dans le quartier de Belleville, une rencontre autour du thème : « les femmes, les mines, la terre ». Un titre percutant pour un sujet bien vaste, et au moins aussi dense. Un sujet pourtant transversal à de nombreuses luttes auxquelles notre syndicat prend part : la lutte des femmes bien sûr, mais aussi les luttes écologiques pour un monde habitable pour tous et toutes, un anticapitalisme qui nous oblige à repenser les modes de production et de consommation, un internationalisme qui tisse des ponts entre les travailleur·ses et les peuples d'ici et là-bas, un engagement pour les libertés d'expression et de manifestation systématiquement réprimées... C'est de toutes ces luttes, et de comment elles s'articulent dans un territoire concret, dont je voudrais vous parler dans cette série d'articles.

Pourquoi une série d'articles ? Parce que le sujet est énormément vaste et qu'un seul texte ne ferait que survoler le sujet – et ce ne serait pas faire justice aux camarades andines que de simplifier à outrance leurs expériences de vie et leurs résistances dans le cadre des luttes anti-extractivistes.

Ceci n'est donc qu'une introduction qui, je l'espère, vous donnera de lire les prochains épisodes.

Une petite présentation, peut-être, avant de commencer sur le fond ; car, on le sait, le lieu d'énonciation importe. Après mes études à l'IEP de Strasbourg, j'ai déménagé à Cusco, au Pérou, où j'ai vécu et milité pendant sept ans ; d'une part, dans le collectif féministe Género Rebelde, et de l'autre, dans des ONG qui travaillent sur les droits des communautés andines en contexte minier. En 2017, j'ai réalisé ma première recherche sur l'impact des activités minières sur les femmes, et j'ai décidé de poursuivre ce travail dans le cadre d'une thèse en anthropologie entamée fin 2021.

Ce que je vais raconter ici est donc issu du travail de terrain que je mène depuis une dizaine d'années dans les provinces hautes de Cusco. Mélant engagement militant, réflexions théoriques et amitiés sincères, c'est un bout de ma thèse que je vous restitue dans l'optique d'alimenter les luttes pour la transformation sociale.

Je voudrais vous raconter d'abord comme les activités minières consti-

tuent la colonne vertébrale de l'économie latino-américaine, depuis les pillages coloniaux jusqu'au capitalisme néolibéral actuel.

Puis, vous raconter ce que l'activité minière a fait à la région du Sud andin péruvien connu comme « Corridor minier sur andino », où je travaille depuis dix ans : le sentiment d'injustice économique, les impacts environnementaux désastreux, les états d'urgence constants et la militarisation des territoires.

Vous raconter aussi les différents modèles de résistances, depuis les conflits éco-territoriaux jusqu'à l'activité minière informelle aux mains de communautés, ce que cela produit de positif et de négatif.

Il faudra ensuite vous raconter comment les femmes sont systématiquement exclues de l'économie minière, qui se configure comme un espace ultramasculinisé, et ce que cela fait aux rapports sociaux de sexe ; et comment la pollution et l'assèchement des sources d'eau impacte directement et principalement le travail productif et reproductif des femmes.

Enfin, je voudrais partager des réflexions sur la place qu'occupent les femmes autochtones dans les luttes et les discours écologiques et écoféministes, en pointant certains risques de dépolitisation de leurs engagements et de romantisation ou d'exotisation. Finalement, dans un dernier texte, l'idée sera d'explorer les différentes manières d'être en solidarité avec les femmes du sud andin en contexte minier : depuis la lutte contre une société du « tout-numérique » jusqu'à la dénonciation de la coopération policière et militaire de la France, en passant par des campagnes contre des entreprises spécifiques ou une lutte contre l'internationale fasciste menée en cours.

Rendez-vous donc au prochain numéro pour se plonger dans les Andes, aux côtés de Fernanda, Luz Marina, Maria et toutes celles qui habitent ma vie au Pérou, et aux côtés desquelles on n'aura de cesse de lutter.

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 2

Une série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou

Après une pause estivale un peu longue, la série d'articles «les femmes, les mines, la terre» reprend avec la première thématique annoncée : la centralité des activités minières dans l'économie latino-américaine, depuis les pillages coloniaux jusqu'au capitalisme néolibéral actuel.

À l'époque coloniale, le Comte de Lemo écrivait aux Habsbourg : «Sans la mit'a [le travail forcé des indiens de toute l'Amérique du Sud dans les mines], Potosi s'écroulerait; si Potosi s'écroule, le Pérou s'écroulerait; si le Pérou s'écroule, l'Espagne s'écroulerait; si l'Espagne s'écroule, alors l'Église Catholique s'écroulerait; et le jour



Le Cerro Rico de Potosí au fond, et une statue représentant l'arrogance coloniale espagnole au premier plan.

où l'Église Catholique s'écroule, le monde tomberait aux mains des Protestants». Cette vision apocalyptique en dit long sur la centralité de l'industrie de l'argent dans les mines de Potosí (aujourd'hui en Bolivie, appartenant jadis à la Vice Royauté du Pérou) dans l'économie mondiale euro-centrée : l'argent de ces mines immenses a financé les guerres des monarques européens, et a surtout permis l'accumulation primitive du développement capitaliste européen.



Un pièce d'argent de Potosí à l'époque coloniale.

Aujourd'hui, les richesses extraites du sous-sol latino-américain contin-

uent de représenter la colonne vertébrale du capitalisme mondialisé, pour le bénéfice des industries des pays anciennement colonisateurs (l'Europe et les pays qui ont hérité de sa blanchité, comme l'Amérique du Nord). Pour ne prendre qu'un exemple, la transition énergétique en France et ailleurs implique la production massive de panneaux photovoltaïques, de véhicules électriques et autres technologies qui, si elles n'émettent pas de gaz à effet de serre au moment de fonctionner, requièrent pour leur production encore plus de métaux rares et de minéral. Sans l'extraction massive du lithium en Amérique du Sud, ou du cobalt en République Démocratique du Congo, la transition énergétique européenne – mais aussi la «société tout numérique» et de manière générale, toute la production mondiale dont les profits sont concentrés en Europe, en Amérique du Nord et en Chine – s'écroule.

Or, la course au lithium dans la région frontalière du Chili, de Bolivie et de l'Argentine assèche des régions andines déjà fragilisées par le changement climatique. Les conflits socio-environnementaux liés à l'immense asymétrie de pouvoir entre communautés locales entreprises minières transnationales (soutenues sans faille par des États néolibéraux produits des ajustements structurels des années 1980-1990), qui exploitent par exemple le cuivre essentiel à la transition énergétique, font des ravages. Ain



Une mine d'étain en Bolivie.

si, comme à l'époque coloniale, la qualité de vie des habitant·es de l'Europe – et les profits des industriels européens – continue d'être subventionnés par des activités qui externalisent l'exploitation du travail et des écosystèmes vers les pays anciennement colonisés.

Depuis cinq siècles, les coûts humains et environnementaux de l'extractivisme n'ont jamais cessé de peser sur les sociétés latino-américaines : les eaux acides accumulées continuent à représenter une menace vitale pour les communautés qui habitent en aval des rivières qui passent par Potosi et des autres centres miniers historiques. Les sources d'eau disparaissent. Les nuages de poussière soulevés par les milliers de camions transportant le minerai asphyxient les cultures vivrières et le bétail. Les inégalités économiques augmentent brutalement avec l'arrivée d'entreprises minières trans-

nationales, appauvrissant toujours les mêmes catégories de personnes – les femmes, les personnes âgées, les familles les plus pauvres. La dépendance au modèle économique primo-exportateur (c'est-à-dire à la vente internationale de matières premières non transformées) implique une très grande vulnérabilité des économies nationales aux prix des marchés internationaux, et d'avoir à acheter les produits manufacturés au prix fort vendus par les industries du Nord.

C'est ce que l'argentine Maristella Svampa a appelé « la mondialisation capitaliste asymétrique » : puisant ses racines dans des rapports économico-politiques issus de la colonisation, la division internationale du travail assigne aux anciens pays colonisés une position de dépendance et d'absorption des coûts sociaux et environnementaux du capitalisme globalisé – via le paradigme ex-

tractiviste, duquel aucun gouvernement de gauche latino-américain n'a réussi à sémanciper.



Peinture d'un mineur.

Pour un avenir plus vert et durable dans le Nord, il faut donc toujours plus d'extractivisme, de spoliation, d'exploitation, de pollutions, de conflits dans le Sud. Comme l'écrivait Eduardo Galeano en 1971 : les veines ouvertes de l'Amérique latine continuent de se vider pour le profit des anciens colonisateurs.

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 3

une série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou

Après une contextualisation de la dimension historiquement coloniale de l'extraction minière dans les économies latino-américaines, ce troisième article de la série « les femmes, les mines, la terre » a pour objectif d'exposer ce que l'activité minière a fait à la région du sud andin péruvien : le sentiment d'injus-

tice économique, les impacts environnementaux désastreux, les états d'urgence constants et la militarisation des territoires.

Cela fait plus de dix ans que je travaille dans les provinces de Cotabambas (Apurimac), Chumbivilcas et Espinar (Cusco), qui forment le “Corredor minier du sud

ni un centime, ni un peso à Velille, c'est pour ça qu'on proteste », affirmait en juillet 2023 le président de la communauté paysanne quechua de Cullawata. Ce faisant, il fait écho à un slogan de manifestation devenu commun : « il y a de l'or, il y a du cuivre, mais le peuple reste pauvre ». Depuis le virage néolibéral de 1990, sous l'égide du président autocratique Alberto Fujimori, l'expansion de l'industrie minière transnationale s'est accompagnée d'un appauvrissement réel des communautés voisines. Les emplois créés vont en priorité à des hommes venus des villes car mieux formés ; et les fonds déboursés par les entreprises sous forme de Responsabilité Sociale des Entreprises ressemblent plus à une modalité de contrôle social. Les espaces de négociation entre communautés et entreprises sont scandaleusement inégaux – avec des fonctionnaires de l'État central appuyant systématiquement les positions des entreprises. Les frustrations économiques sous-tendent des conflits latents : les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres.

Le mécontentement économique s'aggrave avec le constat des destructions environnementales. Des montagnes entières disparaissent. Les routes traditionnelles sont détournées. Le passage des camions soulèvent tant de poussière que les cultures s'assèchent et le bétail s'étouffent. La filtration d'eaux acides brûle les pâturages, tue les



Projet Constancia

andin”. Cet espace géographique et économique regroupe trois méga-projets miniers à ciel ouvert: Las Bambas (aux mains du consortium chinois MMG), à Cotabambas ; Constancia (propriété de l'entreprise canadienne Hudbay), à Chumbivilcas ; et Tintaya-Antapaccay (exploité par Glencore, un groupe anglo-suisse), à Espinar. Exploitant tous les trois du cuivre (un métal stratégique de la transition énergétique au Nord), ces projets sont reliés par une route construite expressément

pour faciliter l'exportation de ce métal vers le port de Matarani, sur l'Océan Pacifique. Une route qui s'est d'ailleurs constituée sur la base de la dépossession de terres paysannes quechua et de tours de passe-passe technico-légaux, processus largement contesté localement.

« Ça nous fait mal jusqu'à l'âme, autant de camions, 500 ou 600 par jour, qui emportent nos richesses en passant par le cœur de [notre district de] Velille. Ils ne laissent



Mobilisation le 29 juillet 2023 et blocage du Corredor minier sud andin dans le district de Velille (Chumbivilcas). Les camions mis à l'arrêt, de l'entreprise Las Bambas, transportent du cuivre vers le port de Marantani

poissons pas centaines, et réduit à néant la capacité d'autoproduction pour l'autoconsommation. Comme l'explique une vieille dame de 80 ans à Espinar : « avant, on avait assez pour manger et pour vendre. Aujourd'hui, on n'a même plus assez à manger ». Sur les marchés, les client·es ne veulent pas acheter de produits agricoles de ces régions, par peur de l'intoxication par métaux lourds. On le voit, la question environnementale est d'abord une question économique : en polluant les eaux et l'air, l'industrie minière transnationale détruit les moyens de production de l'agriculture de subsistance.

Face à cette réalité économique et environnementale, les mouvements de contestation contre les grands projets miniers transnationaux se multiplient dans le Corredor minier du sud andin depuis les années 2010. Blocages de route, manifestations, parfois campe-

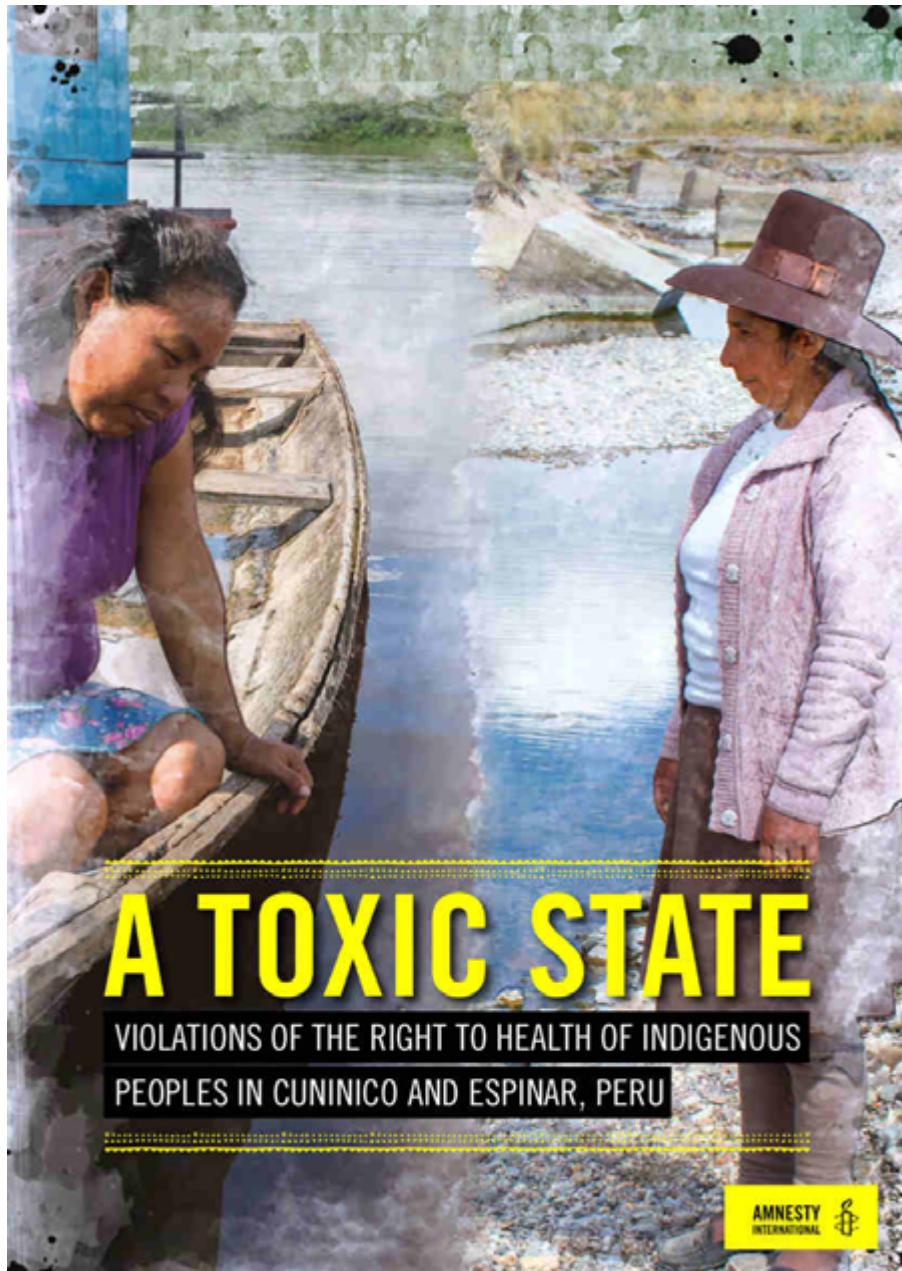
ments et véhicules miniers brûlés : lorsque tous les canaux officiels de dialogue et de négociation sont épuisés, les gens descendent dans les rues (et les champs). La réponse de l'État, quant à elle, est invariable. La répression policière fait régulièrement des dizaines de morts. Des états d'urgence (et leur prolongation) sont déclarés tous les ans dans le Corredor minier, ce qui autorise le déploiement de troupes militaires d'élite contre-insurrectionnelles, ainsi que la suspension de différents droits constitutionnels (droit de réunion et de mobilité, inviolabilité du domicile, etc.). Les dirigeant·es d'organisations paysannes et autochtones sont traîné·es devant les tribunaux pour « crime organisé » ou « apologie du terrorisme » – une criminalisation des mobilisations qui est reproduite sans fin par les principaux médias nationaux.

Cette violence d'État s'inscrit dans une longue histoire qui puise ses racines dans l'histoire coloniale du Pérou, et qui se réactualise régulièrement avec des modalités racistes. A l'époque néolibérale, elle est mise au service des intérêts du grand capital transnational extractif ; au point que les policiers sont légalement autorisés à travailler pour des entreprises privées lors de leurs journées de repos, ce qui les transforme en service de sécurité privée des entreprises. Lors des conflits, leurs salaires sont payés par l'État mais ils sont hébergés à l'intérieur du campement minier et transportés par la flotte de l'entreprise minière. Une collusion qui explique en grande partie la rancœur viscérale des communautés contre le système économique et politique dominant, qui a été au cœur des révoltes meurtrières de 2022-2023.

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 4

une série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou



Face aux graves violences d'État qui permettent de garantir l'exploitation des richesses par les entreprises minières transnationales, les modalités de résistance sont multiples. Ce quatrième article de la série « les femmes, les mines, la terre » fait le point sur les différentes stratégies, parfois ambiguës, des communautés andines, depuis les conflits éco-territoriaux jusqu'à l'activité minière informelle aux mains de communautés.

Si la principale modalité d'action des ouvrier·es a historiquement été la grève, les stratégies paysannes au Pérou se tournent depuis toujours vers le blocage des routes. Globalement pacifiques (la conscience du caractère mortel de la répression policière sur les mouvements paysans et autochtones prévaut), ces mobilisations sont en règle générale le dernier recours, après des mois voire des années à essayer de dialoguer avec l'Etat et avec l'entreprise minière. Il s'agit souvent

de stratégies de négociations, pour obliger les acteurs « puissants » à s'asseoir autour de la table quand cela fait des mois qu'ils font tourner en rond les communautés. Cependant, ces « coups de pression » ne produisent que rarement l'effet escompté, et le rapport de force reste souvent inchangé.

Parfois, les mobilisations prennent un tournant plus violent. Cela a été le cas, par exemple, dans le district de Quiñota (province de Chumbivilcas) en 2018, lors de la rupture d'un barrage contenant de la boue毒ique (déchet industriel des entreprises). Les produits toxiques se sont alors déversés dans les cours d'eau qui garantissent la survie sanitaire et économique des communautés, et les communautés ont explosé de rage. Elles en sont venues à brûler le campement minier et les véhicules de l'entreprise. Cependant, cet accès de rage (par ailleurs plus que légitime) finit souvent par se retourner contre elles, et les dirigeants des communautés doivent faire face jusqu'à aujourd'hui à des procès en justice particulièrement lourds.

Une autre stratégie est de faire alliance avec des ONGs de protection de l'environnement et des droits humains. Amnesty International a par exemple produit un rapport, intitulé « Etat toxique », qui revient sur les manquements de l'Etat péruvien à garantir le droit à la santé environnementale. Différent·es dirigeant·es paysannes ont été invité·es par des organisations internationales à se présenter devant l'ONU afin de témoigner de l'effet de la pollution par métaux lourds dans leurs communautés. Ainsi également, le cas de La Oroya (centre métallurgique situé dans les Andes centrales péruviennes) a récemment gagné un procès contre l'Etat péruvien devant la Cour Interaméricaine des Droits Humains, du fait des graves affectations à la santé liées à la pollution de l'industrie métallurgique. Ce jugement très favorable intervient néan-

moins après plus de vingt ans d'organisation et de luttes des personnes affectées – avec des dizaines de personnes mortes de cancer avant de voir le jugement de la CIDH - ; et la lutte continue pour que l'Etat péruvien mette en place les recommandations et garantisse une attention médicale adéquate aux victimes. Comme le rappelle l'adage, "la justice qui arrive tard n'est pas juste".

Face à l'inefficacité générale des stratégies institutionnelles et politiques, de nombreuses communautés parient aujourd'hui sur l'exploitation informelle de leurs propres ressources minières, et l'empouvoiement économique que cela engendre, comme modalité pour mieux se défendre face à l'Etat et aux entreprises transnationales.

La pandémie de COVID-19 et le confinement a poussé de nombreux paysans qui avaient migré vers des mines informelles sur la côte ou dans l'Amazonie, à retourner dans leurs communautés d'origine. Forts de leur savoir faire technique, d'un peu de capital et de contacts avec des investisseurs miniers, de nombreux "retournants" (comme on les appelle) ont commencé à ouvrir des galeries souterraines et à exploiter

l'or, le cuivre, l'argent et le plomb dans leurs propres communautés. Avec la hausse des prix de ces métaux précieux sur le marché international, de nombreuses communautés autochtones de Cotabambas et Chumbivilcas connaissent actuellement une croissance économique très rapide.

L'argent des mines informelles leur permet tout d'abord de mieux négocier avec les entreprises transnationales. C'est le cas de la communauté de Pamputa (Cotabambas), par exemple, qui refuse de négocier avec sa voisine MMG Las Bambas car l'exploitation communautaire leur fait gagner beaucoup plus que les "miettes" qu'offre l'entreprise. De plus, avec l'activité minière informelle, les membres de la communauté conservent le contrôle des modalités d'exploitation et de redistribution, et restent souverains sur leur territoire ancestral. La communauté de Qollana (district de Velille, province de Chumbivilcas) n'est pour sa part pas opposée à un accord avec l'entreprise Hudbay, mais à condition d'être son associée, et de recevoir 5 ou 10% des profits du projet. L'entreprise refuse cet accord, la communauté continue d'exploiter par elle-même son territoire: les

termes d'un possible accord ne sont pas négociables autrement.

L'argent de la mine informelle permet de payer de bons avocats, d'aller jusqu'à Lima pour faire le suivi des procès en cours, de payer les fonctionnaires publics souvent corrompus. Il permet de s'intégrer aux réseaux financiers et politiques du pouvoir, et ainsi de s'assurer une meilleure place à la table des négociations. Et il permet de ne pas avoir à accepter un projet transnational à n'importe quelle condition. Il permet également d'imposer un peu de respect dans la relation avec la société nationale, profondément traversée par le racisme et le mépris pour les habitant·es des zones rurales. Malgré toutes les ambiguïtés que peut représenter l'exploitation des mines informelles – on y reviendra dans le prochain article – l'empouvoiement économique des communautés leur permet de récupérer un peu de dignité dans un contexte historiquement oppressif.



Oeuvre de Johana Casafranca «Mes ancêtres m'ont appris à lutter»

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 5

Un série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou



Entrée à la galerie minière souterraine

Dans le cadre de l'exploitation des richesses par les entreprises minières transnationales, mais aussi des mines informelles, les transformations socio-économiques sont profondes et drastiques. Il s'agit d'une économie ultra-masculinisée, qui exclue de fait la plupart des femmes. Les cinquième et sixièmes articles de la série « Les femmes, les mines, la terre » expliquent ce que l'expansion des relations capitalistes (puisque il s'agit bien de ça) « fait » aux rapports sociaux de sexe.

Les communautés paysannes andines vivaient jusqu'il y a peu relativement « en marge de l'économie monétaire », comme

l'indique mon collègue Bruno Hervé - cumulant l'agriculture de subsistance (de plus en plus féminisée) et rentrées d'argent (par la migration masculine) pour les dépenses liées aux rapports avec le « monde » en dehors de la communauté. L'agriculture de subsistance s'est toujours organisée autour d'échange de biens et services non rémunérés, mais réciproques. Outre le système de troc (accès non monétaire aux biens), l'ayni est un mécanisme de réciprocité de la force de travail : aujourd'hui tu viens travailler dans mon champ, demain je vais t'aider dans le tien. Les liens de compérages servent à mobiliser des ressources pour l'organiser de fêtes, etc. Or, avec la massification des activités minières, le troc et l'ayni disparaissent : tout le monde veut recevoir un salaire pour leur biens ou leurs services. C'est la monétarisation de l'économie locale.

Or, cette monétarisation s'accompagne d'une masculinisation des revenus monétaires : ce sont principalement les hommes qui ont accès à l'argent qui produisent les mines. D'une part les entreprises transnationales ne donnent du travail qu'à ceux qui ont au moins terminé le lycée - c'est-à-dire, dans les générations plus âgées, les hommes, puisque les familles aux ressources limitées privilégiaient l'éducation des garçons. Dans les générations plus jeunes, les emplois les mieux rémunérés sont réservés aux technicien·nes les plus spécialisé·es (en général, des gens

de la ville). Et ensuite, ils vont plutôt aux hommes, puisqu'il s'agit de travailler avec des grosses machines, ce que l'imaginaire viriliste associe principalement au masculin. Autour des projets miniers transnationaux, le travail des femmes est souvent limité à la cuisine et au ménage, peu rémunéré et peu valorisé. Mais surtout, la modalité de travail est de vingt jours « interné·es » dans le campement minier (où les enfants sont interdits) ; et dix jours de « libres ». La responsabilité des enfants échouant presque exclusivement aux femmes, leur accès aux emplois dans les mines formelles est donc très (très) fortement limité.

D'autre part, elles se voient également exclues de l'accès à l'argent produit par les mines informelles. La croyance locale veut qu'elles n'ont pas le droit de rentrer dans les tunnels et galeries souterraines, sous peine de voir disparaître le filon d'or. La Terre-mère serait jalouse et ne supporterait pas la présence d'autres femmes (un discours qui est très bien analysé par l'anthropologue Pascale Absi dans son article « Pourquoi les femmes ne doivent pas entrer dans les mines... »). Cet argument est interchangeable avec l'idée que les femmes n'auraient pas le courage ou l'intrépidité qu'il faut pour être mineur, et qu'elles doivent être protégées des accidents (par ailleurs très réels, mais on se demande pourquoi les hommes ne doivent pas en être protégés, eux). Les seules femmes qui ont

le « droit » de s'aventurer dans la mine sont les investisseuses qui viennent surveiller le travail de « leurs » travailleurs : quand on est propriétaire du capital, ces interdictions genrées ne s'appliquent plus (ce qui en dit long des modes d'appropriation monopolistiques des ressources par les hommes).

L'exclusion des femmes de l'accès à l'argent passe par un double mécanisme : la division sexuelle du travail, et les pressions explicite pour qu'elles n'accèdent pas à des emplois rémunérés. D'abord, ce sont les hommes qui ont été historiquement chargés de migrer vers la ville pour gagner de l'argent, et les femmes restent dans la communauté, avec les enfants, le bétail et dans les champs. Ce sont donc eux qui ont eu accès au savoir-faire minier, mais aussi linguistique (l'espagnol, plutôt que le quechua) et urbain (savoir être dans les villes). Les femmes ont été plus « assignées » à l'espace socio-économique communautaire,

ce qui de fait les excluent de l'économie monétaire.

Mais de plus, la jalousie des maris exerce une pression explicite pour qu'elles n'accèdent pas aux activités rémunérées. En effet, dans les contextes miniers, il y a plus d'argent en circulation, et surtout plus d'hommes avec beaucoup d'argent. Lorsque les femmes vont travailler contre rémunération en dehors de la famille-communauté (que ce soit dans un projet de la municipalité, auprès d'une entreprise ou en tant que cuisinière pour une mine informelle), ces mineurs aux poches bien remplies les courtisent ouvertement. Ce qui incite à l'infidélité féminine : si mon mari est alcoolique, qu'il ne me donne pas un franc deux sous pour mes enfants et qu'en plus il me frappe, pourquoi ne pas partir avec l'un de ces mineurs ? Ainsi, la préoccupation pour l'infidélité féminine est généralisée, et les maris demandent explicitement à ce qu'on ne donne pas de travail aux femmes pour éviter qu'elles

« partent avec les ingénieurs ». De cette façon, elles restent à la maison, surveillées par la communauté, attendant que le mari rentre et lui donne une partie de son salaire pour payer les frais d'école des enfants ou acheter des compléments alimentaires.

On le voit, dans les contextes miniers, les femmes sont exclues (de fait ou de force) de l'accès à l'argent qui dérivent des mines [masculinisation des revenus], alors même que la société dépend de plus en plus de l'argent pour survivre [monétarisation de l'économie].

De ce fait, les femmes sont de plus en plus dépendantes économiquement des maris – ce qui, évidemment, les rend encore plus vulnérables à la violence masculine – ce que l'on verra dans le prochain article.



Deux mineurs extraient la roche

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 6 une série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le Sud du Pérou

Dans l'article précédent, j'expliquais les transformations socio-économiques liées à la massification des activités minières : la monétarisation de l'économie (la disparition des mécanismes économiques traditionnels d'échange de biens et services non monétarisés) et dans le même temps, la masculinisation des revenus (l'exclusion des femmes de l'accès à l'argent – par la division sexuelle du travail traditionnel, ou par pression explicite par jalouseie).

Ce sixième article montre ce que l'augmentation des inégalités économiques entre hommes et femmes « fait » aux rapports sociaux de sexe, notamment en termes de violences ; et en quoi cela ne représente ni plus ni moins que l'expansion du modèle capitaliste.

La dépendance économique qui s'accentue en contexte minier dérive en des niveaux de violence de plus en plus extrêmes. D'abord, la jalouseie des maris (voir l'article précédent) se manifeste par des niveaux de violence psychologique intenses, avec des insultes à caractère sexuel extrêmement choquant pour les sociétés locales. Ensuite, les violences physiques s'intensifient avec l'accès plus important à l'argent et donc à l'alcool fort, symbole de la plus grande capacité économique qui hiérarchise les hommes entre eux. Puis, c'est les violences symboliques de l'humiliation



Aux côtés de sa petite fille, Luz Marina prépare la «huatia», un four en terre traditionnel pour faire cuire les premières pommes de terre de la récolte.

lorsque le mari prend des amantes (autre symbole de statut masculin) : il ne rentre plus à la maison, n'est jamais content de ce que sa femme prépare à manger, ne donne plus d'argent (car il part en voyage avec les « autres »), l'humilie en disant qu'elle ne sert à rien, ne gagne pas d'argent, qu'elle est plus « moche » que ses amantes, etc. Des violences sexuelles également, car parfois les maris imposent des pratiques sexuelles nouvelles apprises dans les « prostibars ».

Les jeunes filles tombent souvent dans des cercles vicieux de pauvreté et de violence. Adolescentes,

elles voient passer des hommes plus âgés qui gagnent bien leur vie dans les mines, et rêvent de devenir femme de mineur pour que leur précarité économique prenne fin. Elles acceptent d'avoir des relations avec eux, pensant ainsi formaliser leur union, mais eux ne font que passer le temps, et les abandonnent souvent lorsqu'elles tombent enceintes. Devenues mères célibataires (une des pires positions socio-économiques possibles dans ce contexte social), elles deviennent une charge économique pour leur famille. Dès qu'elles peuvent laisser leur enfant à une parente, ces mères

célibataires vont chercher du travail en tant que cuisinière dans les mines informelles, un travail extrêmement difficile : isolées dans les campements miniers éloignés, seule femme au milieu de dizaines d'hommes, le harcèlement sexuel, les viols et les disparitions forcées sont monnaie courante. Souvent, les jeunes femmes cherchent à établir une relation avec le mineur le plus riche, ou le propriétaire ; soit pour chercher protection auprès du « mâle alpha », soit pour soutirer le plus d'argent possible d'une situation où les relations sexuelles imposées auront de toute façon lieu.

Mais les formes de violence ne sont pas toutes aussi explicite. La violence du contrôle social rendue possible par l'accentuation des inégalités économiques passe aussi par l'expansion de l'idéal de famille bourgeoise. C'est dans la communauté de Pamputa (dans la région d'Apurímac) que l'on voit le plus clairement ces reconfigurations. Très proche du méga-projet à ciel ouvert Las Bambas (aux mains de capitaux chinois), cette communauté paysanne a commencé depuis une dizaine d'années à exploiter les richesses de son territoire de manière indépendante. Entre 4000 et 5000 hommes de la région vont y trouver du travail, et les familles de la communauté sont devenues très riches. Or, on me raconte qu'au sein des couples propriétaires des mines communautaires, les femmes « restent à la maison » et s'occupent des enfants : elles ne « font rien », ne « travaillent pas ». C'est-à-dire : elles ont été renvoyées au foyer, ce qui est une transformation importante du rôle des femmes andines, qui sont traditionnellement valorisées pour leur capacité de travail. Des hommes m'ont raconté que cette

situation, « c'est le rêve » : gagner assez d'argent pour que « sa » femme n'ait pas à travailler et reste à la maison.

Ce processus rappelle largement ce qui a été décrit par Silvia Federici (2019) dans son Capitalisme patriarcal. Au cours des grandes grèves ouvrières des années 1870, la classe capitaliste accède à une augmentation des salaires masculins en échange d'un « renvoi au foyer » des femmes, qui assurent la reproduction de la force de travail sans rémunération propre. Cet idéal de la famille bourgeoise née donc avec l'institutionnalisation du salariat comme mode d'organisation de la société sur le modèle du travailleur masculin, et de la femme au foyer – un processus qui se reproduit en contexte minier contemporain, dans un autre temps et un autre espace, mais qui va main dans la main avec la monétarisation de l'économie et la masculinisation des revenus.

La division espace public/espace privé, travail productif/travail reproductif, économie domestique/économie monétaire n'a donc de sens que dans le cadre de l'organisation capitaliste de la société et de l'économie. Ce que l'on observe avec l'expansion des activités minières, c'est donc la « Grande Transformation » décrite par Karl Polanyi, le passage d'une économie-autre à l'économie de marché – et ce que « fait » le capitalisme aux rapports sociaux de sexe. De nombreuses théoriciennes féministes ont pointé le rôle du capitalisme dans l'oppression des femmes : Maria Mies, Silvia Federici, Titi Bhattacharya, Jules Falquet... Toutes soulignent que si les violences faites aux femmes ne sont pas exclusives des sociétés capitalistes, les formes

et les niveaux d'intensité qu'elles prennent, elles, le sont.

Au Pérou, la colonisation espagnole a impliqué de profonds changements socio-économiques : l'intégration forcée au capitalisme mondialisé qui prend forme avec la conquête des Amériques.¹ Non seulement l'argent des mines de Potosi va servir à l'accumulation primitive du capital en Europe, mais localement, les colons imposent la propriété privée de la terre² (une aberration dans la culture économique andine), et les communautés se voient obligées à travailler contre un salaire pour payer leurs obligations à la Couronne d'Espagne³ (tribut, impôts divers, etc.) Ce processus d'expansion du capitalisme dans les sociétés rurales andines, qui se déroule au cours des cinq siècles de colonisation, s'accélère donc avec les activités minières. L'intérêt d'étudier ce que celles-ci « font » aux rapports sociaux de sexe réside, en ce sens, à l'étude de ce que le capitalisme fait aux relations hommes/femmes.



«Si les seins te choquent plus que ma mort, tu as un problème - basta de violences patriarcales»

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 7

une série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou

Après avoir montré la monétarisation de l'économie, la masculinisation des revenus, et ce que cela « fait » aux rapports sociaux de sexe (plus grande dépendance économique, violences masculines plus intenses, un phénomène transversal aux méga-projets miniers transnationaux et aux activités minières informelles) ; il faut souligner une différence importante : la destruction environnementale massive qui, elle, est propre aux opérations minières transnationales.

Ce septième chapitre explore comment les femmes sont les plus impactées, et comment la question environnementale genrée est présentée dans les discours écologistes internationaux (spoiler : c'est problématique).

Dans le cas des méga-projets à ciel ouvert, le cuivre est transformé sur place : la roche est réduite en poudre et mélangée à de grandes quantités d'eau (ce qui assèche les réserves locales) et à des produits toxiques (mercure, arsenic, etc) pour séparer le cuivre de la roche. Le concentré de cuivre est exporté, et les déchets toxiques sont stockés sur place at vitam eternam. A la fin de vie du projet, la mine est fermée, mais les déchets restent – et les fuites acides ou toxiques dans les cours d'eau locaux sont fréquentes. Cela a un impact direct sur les vies des communautés alentours, et notamment sur la vie des femmes, chargées d'assurer l'agriculture de subsistance pendant que les hommes migrent pour obtenir des revenus monétaires. Plus « fixées » au territoire de la communauté, les femmes sont donc plus exposées



21 mai 2024: 34e anniversaire de l'exploit héroïque du peuple et des communautés paysannes de la province d'Espinar, à Cusco, lorsqu'une grève générale de 24 heures a été convoquée pour protester contre l'entreprise minière spéciale Tintaya, qui a commis une série d'abus contre les droits sociaux et environnementaux de la population.

aux pollutions. Chargées de la cuisine et du ménage, elles sont plus souvent en contact avec l'eau polluée. Responsables des soins aux enfants et aux animaux, ce sont elles qui s'inquiètent des maladies « nouvelles et étranges » qui apparaissent : des brebis à cinq pattes, des moutons à deux têtes, des enfants avec des retards mentaux substantiels... Leur économie aussi est réduite à néant. Les récoltes pourrissent sur pied. L'herbe des pâturages devient jaune puis noire, les animaux refusent de boire l'eau de la rivière qui charrie des dépôts rougeâtres et meurent mystérieusement et massivement – même les chiens refusent de manger leurs entrailles qui sentent horriblement mauvais. « Avant, on mangeait bien et on pouvait même

vendre les surplus ; aujourd'hui, on n'a même plus de quoi manger », raconte une femme de 87 ans d'une communauté adjacente au projet minier Tintaya-Antapaccay.

C'est donc le travail productif (l'agriculture de subsistance et l'élevage) et reproductif (soin aux enfants et aux personnes malades) des femmes qui est donc prioritairement affecté par les pollutions environnementales. La dépendance économique envers le mari ou les enfants s'approfondit aussi, puisqu'elles ne peuvent même plus produire de quoi se nourrir elles-mêmes. Les femmes qui ont le capital social (de la famille en ville) ou économique (possibilité de louer une chambre en ville) partent de la communauté – et ne restent que les



Les communautés d'Espinar en grève contre la société minière Glencore

femmes les plus pauvres, souvent les plus âgées. La solitude et l'inquiétude est pesante : elles ne savent pas quelle est la qualité de l'eau qu'elles boivent et qu'elles donnent à leurs enfants ou petits-enfants. Tout le monde tombe malade. Comme le déclare une femme d'une soixantaine d'année : « D'abord, c'est la santé : sans santé, il n'y a pas de travail. Après c'est le travail ».

La question environnementale est donc d'abord une question économique : celle du corps malade qui ne peut pas travailler pour subsister, et celle de l'agriculture de subsistance en tant que tâche assignée principalement aux femmes et aux personnes âgées. Cela est fondamental, car il faut comprendre que les gens ne s'opposent pas aux activités minières en tant que telles, même pas pour des questions de protection de l'environnement : ils s'opposent aux activités qui

détruisent leur possibilité de survie physique, matérielle et économique. En ce sens, les activités minières informelles aux mains des communautés elles-mêmes, et qui utilisent du mercure pour amalgamer l'or, n'ont pas la même signification. Elles tuent à petit feu les parents qui s'intoxiquent en les exploitant, mais qui - grâce à cet argent - peuvent envoyer leurs enfants en ville et leur donner accès à une éducation suffisante pour devenir « professionnel·les », employé·es de l'économie formelle en échange d'un salaire et d'un statut social.

Comme l'a montré Kyra Grieco, la transformation des discours contre l'activité minière, de plus en plus centrés sur des figures féminines, est liée à un ajustement des stratégies de lutte dans un contexte national et international de plus en plus répressif. C'est l'image de Bertha

Caceres, assassinée au Honduras pour avoir défendu une rivière ; ou de Maxima Acuña, dans la région de Cajamarca au nord du Pérou, harcelée par l'entreprise Yanacocha parce qu'elle refuse de vendre sa parcelle de terre adjacente au projet minier. Dans cette région, la mobilisation de l'identité de mère justifie la présence "naturelle" des femmes dans la lutte (en opposition au militantisme "politisé" des hommes), un discours qui tend à re-naturaliser les femmes. Ces femmes, présentées comme gardiennes de la Terre, défenseuses de l'environnement et des droits humains, sont invitées à parler à l'ONU, reçoivent le prix Goldman de l'environnement, et font l'objet de campagnes de solidarité spécifiques.

Or, ces discours et pratiques ne résolvent pas les problèmes économiques provoqués par la pollution. Maxima Acuña, héroïne

des ONG écologistes, continuent à lutter pour sa survie quotidienne. En outre, ils tendent à reproduire des clichés et des stéréotypes sexistes et racistes-coloniaux. Sexiste, parce la féminisation de la représentation des luttes contre la pollution minière occulte les difficultés et les limites réelles de leur militantisme. Dans les faits, rares sont les femmes qui peuvent effectivement entrer en lutte (la triple journée de travail productif, reproductif et politique, et les attaques constantes sur leur légitimité à faire partie des organisations sociales, sont des obstacles énormes); c'est le contact avec des ONG qui les légitiment dans un contexte ultrapatriarcal, mais qui de fait les individualise et les coupe de leur organisation en biaisant la démocratie interne. Raciste-colonial, parce que les femmes autochtones sont représentées comme « naturellement plus proches de la nature », ce qui les renvoie et

leur assigne la responsabilité de « sauver notre planète » en se dédouanant de notre responsabilité capitaliste. Les femmes autochtones sont glorifiées pour, mais donc implicitement rendues responsables de la lutte contre la pollution systémique causée par le mode de consommation du Nord.

Ces représentations et discours dépolitisent les luttes locales en formulant la question environnementale dans des termes lisses, consensuels, presque moraux (« protéger l'environnement, c'est bien, bravo »). Cette dépolitisation évacue une réalité du terrain profondément conflictuelle : la lutte pour la (ré)appropriation et le contrôle des richesses dans le cadre d'une organisation internationale du travail qui bénéficie au Nord et qui externalise les coûts cachés de cette production dans les pays du Sud, en particulier les coûts environnementaux.

Finalement, la romantisation des luttes des femmes autochtones est très problématique : en vérité, personne ne veut être une héroïne, les gens veulent survivre, ou plutôt vivre. Les questions environnementales sont une question de vie ou de mort (et d'ailleurs plus souvent de mort) : c'est la féminisation de l'extrême pauvreté, de l'extrême précarité, la féminisation de l'exposition aux violences systémiques. La solidarité internationale envers les femmes vivant dans les territoires affectés par l'extractivisme transnational doit donc passer par d'autres biais.

Les images viennent des sites suivant:

- <https://ojo-publico.com/>
- <https://muqui.org/>
- <https://coprofam.org/>



Répression contre les défenseures des droits à Espinar, Cusco, Pérou

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 8 une série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou

L'écologie qui glorifie la lutte des femmes autochtones contre les projets miniers transnationaux a tendance, on la vu, à reproduire des clichés sexistes et racistes-coloniaux, et à dépolitisier les luttes.

Ce huitième et dernier article de la série « Les femmes, les mines, la terre » a pour objectif de pointer certaines lignes politiques qui sont, à mon sens, bien plus efficaces pour réduire la pression des transnationales sur les territoires autochtones, et donc à amoindrir les différents niveaux de violence auxquelles les femmes les plus précaires doivent faire face dans ces contextes.

Vous trouverez l'ensemble de la série dans un numéro spécial de «Solidaires et Egaux»

Lutter contre le « tout-numérique » et la transition énergétique

La transition énergétique telle qu'elle est promue en France, en Europe et dans le monde capitaliste en général, repose sur des technologies dites «vertes» comme les panneaux photovoltaïques et les véhicules électriques. Or, la production de ces technologies impliquent une course aux métaux rares effrénée, comme le lithium dans le triangle frontalier entre la Bolivie, l'Argentine et le Chili; ou bien le cuivre, extrait massivement dans les provinces hautes de Cusco où je travaille.¹ Comme le souligne Rodrigo Azocar, qui travaille sur le lithium extrait dans le désert d'Atacama, on assiste à une «décarbonation par dépossession»:

pour dé-carboniser les sociétés du Nord, il faut déposséder toujours plus les territoires autochtones au Sud. Pour un avenir «plus vert» au Nord, il faut encore plus piller, polluer, déposséder au Sud.

Ce sont bien des politiques publiques dans des pays comme la France qui sont ici en cause. D'abord, il s'agit de lutter contre les discours qui promeuvent l'individualisation de la responsabilité dans les discours écologiques (c'est-à-dire le capitalisme vert, le greenwashing). Re-politiser les causes du changement climatique est essentiel pour mettre en cause la sortie techno-solutionniste comme les énergies vertes ou les véhicules électriques, privilégiée



Mobilisation contre la «présidente» Dina Boluarte, l'extrême-droite fujimoriste et les entreprises transnationales. Chubivilcas, juillet 2023

par les différents gouvernements. Il faut au contraire (re)faire du collectif: transports publics et gratuits, rénovation des habitats, consommation locale et biologique dans les cantines scolaires, etc. c'est-à-dire réduire notre consommation globale de ressources.

Il faut également lutter contre l'obsolescence programmée, notamment en informatique/numérique. Les entreprises numériques produisent à dessein des technologies trop complexes pour qu'une pièce défaillante soit changée, et nous obligent à racheter entièrement un nouvel objet numérique. Mais il s'agit aussi de lutter contre les monopoles des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft): Google renouvelle intégralement tous les deux ans ses serveurs afin d'assurer une continuité sans faille de ses services. Cela veut dire produire de nouveaux ordinateurs pour les datacenters, et donc l'extraction de tous les matériaux nécessaires pour cette production (or pour les microprocesseurs, cuivre et argent dans les contacteurs et les câbles conducteurs, étain pour les soudures électroniques, indium dans les écrans tactiles, tantale et palladium dans les condensateurs, ruthénium ou platine dans les disques durs, etc.) En ce sens, parier sur des fournisseurs d'accès associatifs comme Globenet, la réparation dans les fablabs, bref la réappropriation collective des technologies numériques, est essentielle.²

Lutter contre le complexe industrielo-militaire néocolonial

Selon la sociologue Jules Falquet, environ 10 % de l'électronique mondial est utilisé par les militaires, notamment par l'armée états-unienne. Une collaboration entre l'Observatoire des Armements et la campagne BDS a récemment montré que des entreprises grenobloises comme ST Microelectronics ou



Contre la transition énergétique capitaliste et les technologies vertes prédatrices de ressources minières

Soitec produisent des semi-conducteurs électroniques... utilisés dans des armes envoyées à Israël pour commettre le génocide qu'on sait en Palestine. La collaboration entre des grandes entreprises du numérique et le régime colonial israélien (pour les technologies de surveillance de masse mais aussi pour la production d'armes 'high tech') est bien mis en lumière par la campagne « No tech for Apartheid ».³

Mais la responsabilité de cette industrie ne s'arrête pas là. On l'a vu, la répression policière contre les mouvements sociaux qui contestent la présence ou les modalités d'extraction minière transnationale produit régulièrement des massacres. Or, depuis les années 2010, la gendarmerie française envoie régulièrement des instructeurs pour enseigner aux policiers péruviens des techniques de maintien de

l'ordre « pour garantir les droits humains » dans les mobilisations sociales. Ce qui paraît assez ironique, compte tenu du « grand respect » que nos forces de l'ordre ont pour les droits humains lors de l'encaissement de mobilisations sociales en France. Dans une brochure au sujet de la présence de l'Armée française en Afrique,⁴ l'association Survie notait que « en vertu d'accords d'assistance technique et de coopération militaire, la France a formé, encadré et équipé en armes et matériels militaires bon nombre d'armées africaines. Ses conseillers militaires font encore parfois office de chefs d'État-major officiel [...] en échange d'un droit 'd'approvisionnement préférentiel' pour la France concernant les matières 'stratégiques' (pétrole, uranium...) ».



Alliance des extrêmes droites: Keiko Fujimori, la fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori qui a passé 15 ans en prison pour corruption et crimes divers (exécution extra judiciaires, etc) avec des représentants du parti espagnol d'extrême droite Vox

On assiste donc à une boucle néocoloniale : l'armée française forme les polices et armées nationales à réprimer les mouvements sociaux qui contestent l'extractivisme, grâce auquel sont produites les armes 'high-tech' qu'elle utilise pour asséoir sa domination. Lutter contre la militarisation en France est donc une branche essentielle de solidarité avec les populations qui subissent l'extractivisme sur leur territoire.

Lutter contre l'internationale fasciste

Finalement, la lutte antifasciste est cruciale pour lutter contre les industries extractives. Depuis le coup d'État contre le président péruvien Castillo fin 2022, le parti d'extrême droite lié à l'ex-dictateur Fujimori a repris le pouvoir et s'est vêtue à relancer tous les projets miniers mis en stand-by à cause des conflits sociaux. Ce même parti fujimorsite a adhéré au pacte de Madrid, promu par le parti fasciste espagnol Vox, et qui articulent toutes les extrêmes droites latino-américaines. En Argentine, Milei a promulgué en juin 2024 la Ley Bases, une loi encourageant l'investissement dans les industries d'extraction.⁵ Si l'Amérique latine reste un champ de bataille et que l'extrême droite n'a pas encore réussi à s'approprier le pouvoir par

tout, reste que ces forces politiques sont extrêmement bien organisées, par exemple par le biais de la Fondation Internationale pour la Liberté et le Réseau Atlas. Une fois au pouvoir, ces extrêmes droites renforcent l'arsenal répressif qui s'abat en premier lieu sur les populations autochtones, majoritairement organisées contre la présence d'entreprises extractives sur leur territoire. Lutter en solidarité avec elles, c'est donc organiser l'internationale anti-fasciste et empêcher nos propres partis d'extrême droite d'investir des ressources dans les campagnes électorales de leur contre-parties latino-américaines qui ouvrent le feu sur nos camarades en lutte.

¹ Sur le lien entre transition énergétique et extraction du cuivre, voir le rapport d'Oxfam et CooperAcción: Transición justa: El cobre para la transición energética y el corredor del sur andino. <https://cooperacion.org.pe/wp-content/uploads/2024/06/TEJ-y-corredor-minero.pdf>

² Voir notamment le n°21 de la collection Passerelle "Low tech : face au tout numérique, se réapproprier les technologies": https://www.ritimo.org/IMG/pdf/pass21_low_tech_numeriques-2.pdf

³ Voir également l'article "Voir le monde comme un-e Palestinien-ne. Luttes intersectionnelles contre Big Tech et l'apartheid israélien": <https://www.ritimo.org/Voir-le-monde-comme-un-e-palestinien-ne>

⁴ https://survie.org/IMG/pdf/survie4p-armee-web_2018.pdf

⁵ <https://www.ritimo.org/Les-reformes-du-double-extractivisme-de-Milei-representent-une-menace-pour->

Les communautés d'Espinar en grève contre la société minière Glencore



Nous voudrions faire ici un gros merci à Caro, qui nous a beaucoup apporté dans nos réflexions et notre militantisme mais aussi dans le plaisir de manifester !!!

Vivement le prochain 8 mars

MERCI

